Zeitschrift: Générations : aînés
Herausgeber: Société coopérative générations
Band: 28 (1998)
Heft: 11

Artikel: Souvenirs berlinois
Autor: Laederach, J.R.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-826831

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Souvenirs berlinois

Cette randonnée dans le passé mélange le personnel et le général, la petite histoire et l'universelle. Ce passé douloureusement proche et heureusement lointain remonte aux années 1936-37. Le lieu principal, Berlin, alors belle et intéressante ville dont la guerre n'a pas laissé pierre sur pierre. Tombé de ma petite Suisse dans le gigantisme exalté du nazisme, j'ai dû, avec frayeur et horreur, en respirer l'odeur délétère et toxique. Logé dans un home pour étudiants en théologie, je suivais les cours de l'université et en même temps les leçons de l'Eglise confessante opposée au nazisme. Ce qui nous valut des visites renouvelées de la Gestapo, la fermeture sous scellés de nos locaux d'études et l'obligation de nous retrouver plusieurs fois, en secret, dans un autre endroit pour y poursuivre des études purgées du poison nazi. D'autant plus que mes camarades allemands devaient assister à des conférences et à des exercices où la sainte doctrine hitlérienne leur était dispensée. Temps d'épreuve théologique, de peur politique, où l'Eglise confessante (protestants, luthériens) soutint le choc avec courage. Je n'oublie pas mes camarades, futurs pasteurs, appelés à la suite d'ordres démentiels, comme tant d'autres, à sacrifier leur vie dans quelque coin perdu de Russie ou d'Ukraine. Née à Berlin, ma femme allait me suivre aux Brenets. Le mariage était prévu pour le 31 juillet 1937, avec un pasteur allemand très connu, Martin Niemöller, d'abord commandant de sous-marin durant la Première Guerre mondiale, puis devenu pasteur. Comme il s'était opposé courageusement à Hitler, il fut emprisonné le 14 juillet dans la sinistre prison de Moabit. Le mariage eut lieu avec un autre pasteur de l'Eglise confessante. La guerre terminée, j'ai retrouvé le prisonnier libéré, devenu président, plus dynamique que jamais et que sa dure captivité avait fortifié dans sa foi et son engagement. Reçu avec sa femme à la cure de Serrières-Neuchâtel, ce fut l'occasion d'un échange intense, lors d'une conférence dans un Temple du Bas plein à craquer, où Niemöller apporta, en novembre 1952, le témoignage de résistant qu'on attendait de lui et que celui qu'il devait marier en 1937 traduisit avec joie. Souvenirs, certes, mais inoubliables, parce qu'insérés dans la petit histoire de l'Eglise aux mains de la seule Histoire de Dieu.

Pasteur J. R. Laederach

Quel avenir voulons-nous ?

Parmi les démarches et initiatives des Eglises chrétiennes destinées à marquer le Jubilé de l'an 2000, la Conférence des évêques suisses et la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS) ont lancé une vaste consultation sur l'avenir social et économique de notre pays. Sous le titre «Quel avenir voulons-nous bâtir?», le questionnaire de base s'articule en trois parties. La première est une invitation à comprendre la société dans laquelle nous vivons. La deuxième s'attache à regarder la situation actuelle à la lumière de la foi. La troisième est un appel à rechercher un nouveau contrat social.

Certains s'étonneront que les Eglises s'engagent sur le terrain de l'économie dans lequel elles n'ont, à première vue, aucune compétence particulière. Pourtant, cette intervention, si elle est bien cadrée, est tout à fait normale. En effet, le danger est grand, aujourd'hui, d'un très grave dérapage: au lieu que ce soit l'économie qui soit au service de l'homme, bien des responsables financiers mettent au contraire l'homme au service de l'économie, en un tête-à-queue aux conséquences dramatiques.

L'économie est une chose bien trop importante pour la confier aux mains des seuls hommes d'affaires. Les politiciens ont notamment à prendre leurs responsabilités. Quelques-uns se sont déjà mobilisés, à l'exemple du Premier ministre français, Lionel Jospin. Avec un beau sens de la formule bien frappée, ce dernier proclamait récemment: «Oui à l'économie de marché. Non à une société de marché!» Ce propos résume parfaitement le but à viser.

Et en Suisse? Nos responsables politiques semblent vouloir illustrer les propos de feu le conseiller fédéral Willy Ritschard qui disait: «Le Suisse se lève tôt, mais se réveille tard.» Deux exemples: tout d'abord, pourquoi ne pas avoir instauré une taxe sur les suppressions d'emploi dont le seul but est d'augmenter les bénéfices mirobolants de certaines entreprises? Ensuite, comment se fait-il que le peuple, ayant admis depuis plusieurs années la possibilité d'avoir des casinos comme il en existe chez nos voisins français, rien n'ait encore été fait dans ce sens? Sachant que le 80% des bénéfices de ces maisons de jeu va à l'Etat, ce sont ainsi des dizaines de milliards de francs dont on prive nos communautés, alors qu'il y a là l'occasion de redistribuer en partie l'argent trop facilement gagné! Et à Lausanne, cette manifestante ne pourrait plus dire aux conseillers d'Etat ce qu'elle leur lançait fin septembre: «Vous allez supprimer l'allocation de Noël et piquer 100 balles aux personnes nécessiteuses. Vous me faites penser aux petites frappes de banlieue qui s'attaquent aux vieilles dames.»

Abbé Jean-Paul de Sury